

Gestion des finances publiques

Le rapport d'évaluation du FMI désormais entre les mains du gouvernement

Guy Romuald MABICKA
Libreville/Gabon

Le document a été remis au ministre du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Ossibadjou, vendredi dernier, par la mission d'évaluation du Fonds monétaire international.

LES ressources de l'Etat sont-elles mobilisées et utilisées comme prévu ? C'est pour en savoir davantage que le gouvernement a sollicité le Fonds monétaire international (FMI) aux fins d'une évaluation de son système de gestion des finances publiques. La mission de l'institution de Bretton Woods, commise à cet effet, a restitué officiellement au gouvernement le résultat de son travail vendredi dernier. Le minis-



Photo : Chris OYAME

Remise du rapport de la mission d'évaluation du FMI au ministre du Budget et des Comptes publics

tre du Budget et des Comptes publics, Mathias Otounga Ossibadjou, a réceptionné ledit rapport. Ce travail a été réalisé conformément aux critères du Programme d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière (Pefa) du FMI. Il s'agit, comme l'a expliqué la cheffe de la mission, Gwénaëlle Suc,

d'un cadre d'évaluation et de présentation des points forts et des points faibles de la gestion des finances publiques. En somme, le Pefa donne un aperçu de la qualité de la gestion des ressources de l'Etat, grâce à une méthode d'évaluation qui permet de mesurer la performance, en tenant compte de 31 indicateurs,



Photo : Chris OYAME

Vue des experts du FMI

sur la base d'éléments probants. De plus, sa méthodologie s'appuie sur les normes et les bonnes pratiques internationales appliquées dans les domaines recensés par le FMI. Sans révéler à la presse le contenu du rapport remis au gouvernement, la mission d'évaluation distribue quelques bons points, en raison du respect des stan-

dards internationaux pour les critères examinés. Toutefois, elle invite l'Exécutif à améliorer son système de gestion pour certains autres domaines. Après avoir été édifié sur le contenu du rapport, le ministre du Budget et des Comptes publics a affiché un certain optimisme quant à l'avenir économique du Gabon. Une atti-

tude qui se justifie par le fait que le Pefa devrait offrir aux pouvoirs publics un moyen de mesurer et de suivre leur performance dans l'utilisation de l'argent du contribuable. Dans ce sens, Mathias Otounga Ossibadjou a indiqué que « le travail de la mission du Fonds monétaire international est une occasion que le gouvernement va justement saisir pour bonifier son système de gestion des finances publiques, tant en ce qui concerne la mobilisation que pour ce qui est de l'utilisation faite de ces ressources. » Non sans évoquer l'opération "Mamba" qui, a-t-il soutenu, obéit à l'engagement du président de la République, chef de l'Etat, de réussir la moralisation de la vie publique et d'assurer une meilleure gouvernance des affaires publiques.

Journée internationale d'actions des rivières

Protéger les rivières et les communautés riveraines

JM
Libreville/ Gabon

A l'instar de la communauté internationale, notre pays a célébré, pour la première fois, le jeudi 6 avril 2017, en différé, la Journée internationale d'action des rivières autour du thème "La rivière n'est pas une poubelle". La célébration de cette édition de 2017 vise à éveiller les consciences sur la protection des rivières, et les communautés riveraines quant aux conséquences des constructions d'ouvrages sur les cours d'eau. Un sujet d'actualité au Gabon, au regard des inondations observées ces derniers mois. Echanges et conférences animés par les parties prenantes, dont la direction générale des Écosystèmes aquatiques, la société civile et les opérateurs économiques, ont ponctué cette manifestation. Autour des thèmes comme "l'histoire de la journée et modalités de gestion des milieux aquatiques" (animée par Sandra Leboussi de la direction des Écosystèmes aquatiques); "la gestion du bassin versant de la Mbè, les impacts sur l'hydroélectricité" (développé par Charlie Mabala de l'ONG internationale TNC), et "les rivières, les ordures et la pollution" (présenté par Lucien Lignabou de l'ONG Plumea). Le secrétaire général ad-



Photo : Jean Madouma

L'ensemble des panélistes au terme de la manifestation.

joint du ministère de l'Économie forestière, de la pêche et de l'environnement, chargé de la protection et de la gestion des écosystèmes, Cyriaque Mvourandjiami, qui présidait cette rencontre, a loué la dynamique des parties prenantes de conjuguer leurs efforts, pour débattre de la problématique, mais aussi d'asseoir une plateforme visant la protection de nos rivières. Ainsi, il a rappelé : « la déclaration de cette journée a été faite lors du premier sommet international des personnes affectées par l'impact négatif de certaines activités sur les rivières en 1997 au Brésil, avec pour but de protéger les rivières et les communautés. Le thème "la rivière n'est pas une poubelle" doit mobiliser les organismes gouvernementaux, les opérateurs économiques, les acteurs de la société civile ainsi que les communautés, pour que nos rivières ne de-



Photo : Jean Madouma

Les rivières ne sont pas une poubelle !

viennent pas un dépotoir. Il doit être aussi une invite à ces derniers à mener des actions visant la préservation de nos rivières de toute forme de pollution, domestique ou industrielle. » Toutefois, il a interpellé les participants à cette célébration sur l'avenir de nos rivières qui constituent un réservoir d'oxygène pour les poissons et autres espèces aquatiques, un milieu de reproduction et d'échange de certains êtres vivants.

NOUVEL ARRIVAGE DE CHAMBRES CHEZ

electra
TOUT POUR LA MAISON

OFFRE VALABLE À LIBREVILLE ET PORT-GENIL
LIVRAISON GRATUITE À PARTIR DE 300 000 FCFA TTC

B.P. 613 - Libreville - Tél : (+241) 01 79 26 05 / 01 79 26 19 / 06 02 06 71 / 07 14 01 56 - Fax : (+241) 07 04 73 12

Port-Genil - Tél : (+241) 06 20 27 34 / 02 61 06 02 - email : electra@groupesopafilo.com - www.electragabon.com

Nous construisons l'avenir